

Guinée

En 2014, la Guinée a réalisé des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le Conseil national de transition a approuvé un nouveau Code du travail définissant les pires formes de travail des enfants conformément aux normes internationales, et qui comporte également des interdictions aux mineurs d'effectuer des travaux dangereux ou nuisibles à leur santé physique ou morale. Le gouvernement a également prorogé d'un an le Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes et financé un centre de protection des victimes de la traite des enfants. Toutefois, en Guinée, des enfants sont soumis au travail, notamment dans l'agriculture, et aux pires formes de travail, y compris dans l'extraction minière. Le gouvernement ne dispose ni d'un mécanisme de coordination ni d'une politique nationale pour lutter contre toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants. De surcroît, les ressources permettant d'appliquer systématiquement la législation sur le travail des enfants sont limitées et les programmes sociaux de lutte contre le travail des enfants ne suffisent pas pour lutter de façon adéquate contre ce phénomène de grande ampleur. Au cours de la deuxième moitié de 2014, le gouvernement a été contraint de réorienter la plupart de ses moyens pour lutter contre l'épidémie causée par la maladie à virus Ebola. Des centaines d'enfants sont tombés malades ou ont perdu des proches durant l'épidémie et les établissements scolaires ont été fermés de juin à décembre.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, en Guinée, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Accroître l'âge minimum de la fin de la scolarité obligatoire de façon qu'il corresponde à l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2009 – 2014
	Veiller à ce que la législation interdise les activités et emplois dangereux dans tous les secteurs concernés par le travail des enfants, y compris l'agriculture.	2014
	Veiller à ce que les dispositions juridiques relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi s'appliquent aux enfants qui effectuent des travaux non rémunérés ou temporaires, particulièrement dans l'agriculture ou le travail domestique.	2009 – 2014
	Veiller à interdire à tous les enfants de prendre part à des tâches dangereuses dans le secteur minier.	2010 – 2014
Mise en application	Augmenter les ressources, la formation et le nombre d'agents pénaux et d'inspecteurs du travail chargés de faire respecter la législation en matière de travail des enfants afin de couvrir la population active de façon adéquate.	2009 – 2014
	Recueillir et rendre publiques les informations sur le nombre, le type et la qualité des inspections du travail et le nombre d'infractions au droit du travail et de condamnations pour des crimes ayant trait aux pires formes de travail des enfants.	2011 – 2014
	Veiller à ce que l'inspection du travail ait l'autorité requise pour fixer et imposer des sanctions.	2014
	Veiller à ce que des inspections du travail soient menées dans tous les secteurs, y compris dans ceux où le travail des enfants est particulièrement répandu.	2010 – 2014

	Veiller à ce que tous les cas de travail des enfants fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites en justice appropriées.	2010 – 2014
Coordination	Établir des mécanismes de coordination pour s'attaquer au travail des enfants, y compris sous toutes ses pires formes.	2010 – 2014
	Veiller à ce que la CNLTP et le Comité guinéen de suivi de la protection des droits de l'enfant se réunissent régulièrement et reçoivent un financement adéquat pour s'acquitter de leur mission.	2010 – 2014
Politiques gouvernementales	Intégrer les stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants aux politiques existantes.	2010 – 2014
	Adopter une politique portant sur toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants.	2014
Programmes sociaux	Instituer des programmes pour s'attaquer aux pires formes de travail des enfants dans l'agriculture, le travail domestique, l'extraction minière et le travail de rue.	2009 – 2014
	Veiller à ce que les dispositifs de protection sociale soient correctement financés et suffisent pour répondre aux besoins des victimes des pires formes de travail des enfants.	2010 – 2014
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les programmes sociaux existants sur la lutte contre le travail des enfants.	2011 – 2014
	Veiller à ce que tous les enfants aient accès à l'éducation en assurant leur enregistrement dès leur naissance, en prenant des mesures pour garantir leur sécurité dans les établissements scolaires, et en instaurant et en mettant en œuvre un programme pour éliminer les obstacles à l'éducation tels que le manque d'enseignants, de manuels scolaires et de matériels pédagogiques ainsi que le mauvais état des infrastructures scolaires.	2010 – 2014
	Mener des recherches visant à identifier les activités des enfants qui travaillent dans le secteur manufacturier pour éclairer les politiques et les programmes.	2013 – 2014